

**Stéphane Graber**

Sécretaire général, Swiss trading and shipping association (STSA), Suisse



La transparence du négoce de matières premières, vue par la branche

La transparence dans le négoce de matières premières concerne les pratiques et les paiements. La Swiss trading and shipping association (STSA), qui regroupe les professionnels de la branche, soutient l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives (ITIE). Celle-ci veut faire de la transparence des paiements une obligation pour tous les acteurs d'un pays. Les gouvernements et les entreprises étatiques devraient édicter des règles compréhensibles, plus particulièrement en ce qui concerne la « première vente ».

Le négoce de matières premières est souvent perçu comme une activité discrète, caractérisée par l'opacité. C'est pour cette raison que les consommateurs, les politiciens, la société civile, certaines organisations non gouvernementales et des partenaires commerciaux demandent qu'il fasse preuve de davantage de transparence et de gouvernance. Les entreprises de négoce se sont employées de manière continue, acharnée et proactive à dissiper les ambiguïtés, communiquer davantage et élargir leurs responsabilités. Cependant, ces efforts n'ont pas été reconnus. Il est donc impératif de clarifier la notion de « transparence » dans le négoce des matières premières, tout particulièrement pour les firmes qui se conforment aux normes actuelles, déjà très strictes.

Il s'agirait de renforcer la transparence dans deux grands domaines. D'abord les pratiques commerciales, ce qui vise les problèmes liés à l'environnement, aux droits humains, à la durabilité, à la corruption et à la gestion des risques. Il convient, ensuite, d'accorder une attention particulière aux flux financiers et aux paiements. La Swiss trading and shipping association (STSA), qui regroupe les professionnels de la branche, soutient ces efforts. Elle est, elle-même, engagée dans plusieurs initiatives qui vont dans ce sens. Mentionnons, parmi celles-ci, l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives (ITIE), qui vise à da-

vantage de transparence dans les paiements relatifs aux activités minières. Cette question est d'une importance particulière, car les recettes qui en sont issues constituent des sources significatives de revenus à long terme pour les pays concernés. Cela les différencie du négoce physique des matières premières, dont les activités sont à court terme et opérées sur des marchés ouverts.

La force de l'ITIE est qu'une fois adoptées par un pays, les exigences en matière de transparence des paiements et de divulgation des informations sont claires et s'appliquent à tous les acteurs. C'est la raison pour laquelle les négociants de matières premières s'y conforment déjà dans les pays qui les ont intégrées dans leur législation. En Irak, par exemple, les négociants déclarent leurs achats auprès de l'État ou des entreprises publiques (par exemple la compagnie pétrolière nationale), sans pour autant être membres de l'ITIE.

Les États et les entreprises publiques doivent intervenir

En fait, les négociants, en leur qualité d'acheteurs, ne peuvent pas eux-mêmes décider de la nature et de l'étendue des informations qui doivent être divulguées par les gouvernements et les entreprises publiques. Ces derniers doivent donc prendre les

devants, conjointement avec le secrétariat de l'ITIE. Ils doivent définir le degré de transparence de la « première vente » de matières premières aux négociants. Ceux-ci peuvent contribuer à la mise en œuvre et au respect des normes de l'ITIE en faisant valoir leur expertise en matière technique et institutionnelle.

Dans cet esprit, la STSA et ses membres approuvent l'ITIE qui développe la transparence et la traçabilité en amont de la chaîne des matières premières. Ce devoir de vigilance, appliqué dès l'ori-

gine, aide à identifier et à traiter les problèmes de santé, de sécurité, d'environnement et de droits humains. Il atténue ainsi les risques concomitants pour tous les acteurs en aval de la chaîne, dont les négociants de matières premières, les utilisateurs et les consommateurs.

Cette pratique est conforme aux initiatives de transparence des activités commerciales, comme les Principes directeurs relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme (« principes Ruggie ») des Nations Unies. Il convient d'identifier, d'atténuer et de signaler les risques, afin de renforcer la transparence

en matière de droits humains et d'environnement. La STSA soutient ce type d'initiatives et se réjouit de poursuivre le dialogue avec les différentes parties prenantes en ce qui concerne la transparence dans le négoce de matières premières.

L'ITIE est d'une importance particulière, car les recettes issues des matières premières constituent des sources significatives de revenus à long terme pour les pays concernés.
